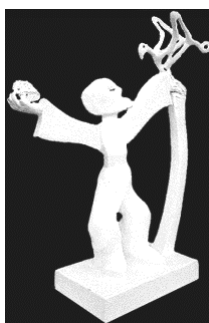


**CERI**  
**Centre d'Etudes et de Recherches Internationales**

**Groupe de recherche**  
**“FAIRE LA PAIX” :**  
**DU CRIME DE MASSE AU *PEACEBUILDING***  
**Une approche trans-disciplinaire**



*Lechuza “La recherche de la paix”*

**Compte-rendu de la réunion du 6 mars 2001**

**Ethique, chercheurs et acteurs face à l’objet “crime de masse”**

Contacts :  
CERI (Sciences Po.)  
56, rue Jacob - 75006 Paris - France  
fax : + 33 (0) 1.58.71.70.90 (attention B. Pouligny)  
E-mail : [pouligny@ceri-sciences-po.org](mailto:pouligny@ceri-sciences-po.org)  
[jsemelin@magic.fr](mailto:jsemelin@magic.fr)  
<http://www.ceri-sciences-po.org/>



**SCIENCES PO**

*Avec le soutien de la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS) du Ministère de la Défense*

## Ethique, chercheurs et acteurs face à l'objet "crime de masse"

La discussion sur ce thème a été introduite par quatre intervenants :

- Paul Zawadski, politiste, Université Paris I
- Pierre Grosser, historien, Institut d'Etudes Politiques de Paris
- Bernard Doray, psychiatre, Centre de recherches et d'actions sur les traumatismes et l'exclusion (CEDRATE)
- Colonel Emmanuel de Richoufftz, Délégation aux affaires stratégiques (DAS), Ministère de la défense

### Intervention de Paul Zawadski, politiste, Université Paris I

#### Travailler sur des objets « détestables » : questions épistémologiques et morales<sup>1</sup>

Tout le monde serait d'accord pour reconnaître que travailler sur un objet qui relève de la « barbarie », sur des sujets « détestables » n'est pas exactement la même chose que d'écrire sur la théorie kantienne de l'histoire, ou la culture de la Renaissance. Mais au fond, en quoi n'est ce pas la même chose, et quelles en sont les implications ? C'est là un questionnement qui habite Paul depuis longtemps : quel est le statut de la connaissance produite, quel sens (signification et finalité), quelles implications politiques et morales, quelles conséquences méthodologiques... lorsque nous travaillons en tant que « savants » sur des objets que nous n'aimons pas et qui nous font souvent peur. Il a rencontré cette question dans ses travaux précédents, depuis sa thèse sur l'anti-sémitisme en Pologne. Le questionnement est d'autant plus fort que ce travail nous « fait vivre », que c'est notre métier, alors même que l'on traite de la souffrance et de gens qui en sont morts.

Deux points principaux ont été soulevés par Paul :

- La question de la finalité de la connaissance

Lorsque nous travaillons sur la théorie kantienne de l'histoire ou la culture de la Renaissance, nous le faisons pour comprendre, ré-interpréter et **transmettre** un pan de la culture humaine. L'objet de la recherche a une valeur culturelle en tant que tel (ce qui nous autorise une distance toute scientifique à l'objet) ; il nous importe d'actualiser cette valeur au présent et de la faire vivre dans l'avenir. **En revanche, lorsque nous nous penchons sur des objets tels que « crime de masse », c'est au contraire pour tenter d'en élucider les dynamiques et se donner une chance d'y mettre fin dans l'avenir.** L'objet en tant que tel est une menace pour la culture, et la finalité de la recherche sur la violence est directement (et indissociablement) politique et morale. Ainsi, dans le premier cas nous travaillons pour faire vivre et transmettre, dans l'autre

<sup>1</sup> Cette intervention de Paul est en fait une introduction à la communication qu'il fera sur ce même sujet au colloque « Violences extrêmes organisée à Paris dans le cadre de l'Association Française de Sciences Politiques (29-30 novembre 2001). Pour de plus amples informations, se reporter au site : [afsp-msh-paris.fr](http://afsp-msh-paris.fr)

pour **réaliser l'impératif moral du « plus jamais ça »**. On peut nuancer le propos en disant que la transmission commémorative de l'horreur a une portée pédagogique, mais cela ne modifie pas la visée d'ensemble qui est fondamentalement politique et morale.

▪ Les questions épistémologiques et de méthode

Ceci renvoie forcément à des questions de méthode. L'un des défis est, en effet, **que la dimension éthique n'ait pas disparu à la fin de la recherche** mais, bien au contraire qu'elle l'irrigue en permanence. La question débouche sur une problématique plus large qui, touche de près **la question du sociologisme (ou de l'historicisme) et celle des valeurs**. Ou, pour le dire encore autrement, **celle de la responsabilité et de la causalité** :

- Sur le plan moral, **le problème du sociologisme ou de l'historicisme** se pose de manière très simple. On y retrouve l'antinomie classique de la liberté et de la nécessité : partir à la recherche des lois causales qui expliquent les phénomènes (historiques, sociaux), c'est étudier les faits humains comme on étudie la nature, c'est rechercher les lois de la nécessité qui les déterminent. L'acte moral en revanche (en termes kantien) présuppose la liberté. Un irresponsable ne saurait être condamné, puisqu'il a agi dans l'hétéronomie. Que signifierait alors une recherche montrant que les bourreaux ou les tueurs furent historiquement ou sociologiquement déterminés à l'être ? Que signifierait une affirmation de type « ce phénomène est causé par » ou bien les « causes de ce massacre sont » ? Si l'on dit que « le meurtrier est causalement déterminé à », il devient impossible de le condamner moralement, puisque s'il est agi par une cause, il est hétéronome, il est agi plus qu'agissant. Dans cette perspective la portée morale de la recherche s'affaiblit, alors que précisément la spécificité de « l'objet détestable » était d'engager la recherche sur une perspective morale et politique. Tout ce que l'on pourrait conclure, à la limite, d'une recherche de la causalité, c'est que, placés dans un contexte socio-historique particulier, les hommes deviennent violents. Le problème (Aron le désigne comme celui de la fatalité rétrospective), consiste alors à donner au phénomène violent la forme de l'inévitable, destin ou tragique. Or comme l'écrit Eric Weil, « la théorie tragique de l'histoire – si c'est une théorie – aboutit à la justification du tragique dans l'histoire ». On peut prendre l'exemple des théories explicatives du racisme ou de l'antisémitisme : quand elle se veulent nomologiques, qu'elles font disparaître la liberté des acteurs sociaux, elles en viennent à leur insu à nous persuader que l'antisémitisme du passé fut nécessaire. Ce qui est fâcheux mais reflète, en réalité, plus largement un certain nombre de présupposés positivistes de certaines démarches sociologiques ou historiques. La discussion suscitée par Ernst Nolte nous fournit un exemple actuel de cette dissolution de la responsabilité. En prétendant expliquer l'extermination des juifs par la révolution communiste, les thèses d'Ernst Nolte posent, entre autres problèmes, celui du travail d'historien et du **risque de la régression causale à l'infini qui signifierait la dissolution de la responsabilité dans la causalité (historique)**. Ce positivisme sociologique a encore une forte prégnance en France.

- Un autre courant d'analyse se place, lui, plutôt **dans la perspective du sens** ; avec Weber, Simmel et d'autres, on est dans **une orientation compréhensive de la sociologie**. On débouche, cette fois, sur l'immense difficulté à considérer le « violent » comme un sujet à part entière, dont l'action exigerait de nous **un effort de compréhension** (au sens weberien du terme) **et donc de décentrement** (aux limites du possible dans les cas de crimes de masse). Avec Ricoeur, c'est de l'intérieur que l'on va essayer de comprendre, ce qui suppose **une**

**transposition dans la psychologie d'autrui. Problème : Comment faire pour atteindre le psychisme de l'autre quand celui-ci est un bourreau ? Ou encore, comme le disait Aron : comment se dédoubler sans se perdre ?**

### **Intervention de Pierre Grosser, historien, Institut d'Etudes Politiques de Paris**

Le thème d'aujourd'hui renvoie à ce qu'en historiographie nous appelons le rapport à l'objet. Il interroge les motivations personnelles, institutionnelles et financières qui font que l'on se porte sur de nouveaux objets comme les massacres.

Pierre a organisé sa réflexion autour de trois questions :

- la fabrication de l'objet scientifique
- le pourquoi de ce travail et le « pour qui »
- les leçons que l'on peut, éventuellement, tirer de l'histoire

#### ▪ La fabrication de l'objet scientifique

Il s'agit de s'interroger sur **le contexte dans lequel émerge une problématique**. Exemple : la réflexion sur le stress post-traumatique des combattants a émergé dans le contexte particulier de la guerre du Vietnam dans laquelle les soldats apparaissaient comme des victimes. Ceci intervient aussi à un moment où l'on commence à travailler sur le trauma suite à l'holocauste, où la place de l'individualisme s'affirme dans la société, où le thème de la mémoire fait irruption dans les travaux des universitaires. Dans certains cas, des sujets nouveaux apparaissent pour des raisons de querelles au sein d'une même discipline. Enfin, chez les internationalistes, il y a eu tout un recyclage des stratégies avec la fin de la guerre froide, beaucoup travaillant désormais sur les « conflits ethniques », avec les mêmes visions mécaniques et le même essentialisme dans leur approche des acteurs. Le *peacebuilding* n'est-il pas, à l'occasion, un avatar de ces reconversions ?

#### ▪ Pourquoi fait-on ce travail et pour qui ?

On peut poser aussi la question en termes d'utilité : s'agit-il de produire une sorte de « kit opérationnel » ? Deux interrogations ont été soulevées par Pierre :

- Dans quelle mesure, dans des situations d'urgence, la science peut aider (en particulier en repérant et soulignant certaines « régularités ») ? Ceci renvoie notamment à la question de la projection sur le terrain de ce que l'on essaie de démontrer, à l'importance du vocabulaire employé et qui n'est pas toujours pertinent pour le terrain.

- Il faut s'interroger aussi sur cette volonté de mettre de l'ordre dans ce qui nous paraît « désordonné », sur cette volonté d'avoir une prise sur le terrain, sur la façon dont nous y projetons notre monde.

Il arrive – et c'est plus grave – que ces limites relèvent d'une volonté délibérée : on veut démontrer une thèse pour se positionner par rapport à des querelles d'école ou dans une optique carriériste.

▪ Quelles leçons peut-on tirer de l'histoire ?

Des crimes de masse, il y en a eu avant dans l'histoire et les sociétés ont continué à vivre. N'existe-t-il pas, dans ces contextes, des modes de re-régularisation après le trauma, même sans intervention extérieure et sans la science ? Les interventions extérieures améliorent-elles les choses ou les compliquent-elles voire les font-elles empirer, notamment parce que médias, ONG, commissions d'enquêtes contribuent à changer les perceptions et les identités des individus sur le terrain ? Et, quand ça a marché ou quand l'intervention extérieure semble avoir amélioré les choses, on en tire des leçons qui ne sont peut-être pas les bonnes, les raisons des « réussites » ne sont pas forcément celles que l'on a avancées. Il faudrait aussi étudier les cas où des massacres auraient pu avoir lieu et n'ont pas eu lieu et se demander pourquoi mais, par définition, on ne s'interroge pas sur ces cas-là. Enfin, dans ce genre de situations, l'enchevêtrement des causalités, rend difficile l'isolement des facteurs qui pourraient être utilisés, comme le disent les économistes, « toutes choses étant égales par ailleurs ».

**Intervention de Bernard Doray, psychiatre, Centre de recherches et d'actions sur les traumatismes et l'exclusion (CEDRATE)**

Bernard a tout d'abord précisé sa position dans les échanges, à la fois comme chercheur et acteur puisqu'il s'occupe du CEDRATE (Centre de recherches et d'actions sur les traumatismes et l'exclusion). Ce centre existe depuis fin 1995. Il a été créé tout d'abord au Centre international de l'enfance. Dans ce cadre, Bernard effectue des missions de terrain mais de courte durée et a un ancrage dans un lieu universitaire : la Maison des Sciences de l'Homme, à Paris.

Il a expliqué **les motivations qui l'ont engagé dans ce travail, en particulier à partir de Sarajevo**. Il a évoqué son rapport à la Yougoslavie, un pays qui avait, pour lui, une valeur affective particulière, ce qui tenait à sa « vie personnelle ». Il était donc particulièrement affecté par ce qui s'y passait. Au début, il était frappé d'incrédulité, et surtout, il ne croyait pas du tout au scénario binaire qu'on nous présentait tous les soirs à la télévision. Il ne pouvait pas s'accommoder de cette logique qui identifiait « les Serbes » dans leur ensemble, à une nation-criminelle, elle-même identifiée à la criminalité de ses dirigeants. Cette identification totalitaire d'une nation à un dirigeant criminel justifiait déjà l'embargo. Comme son premier déplacement a été pour aller à Belgrade à l'invitation d'opposants qui organisaient un colloque sur l'Interculturalité, il a pu constater les effets délétères, sur la conscience de la société civile, d'un embargo qui empêchait que l'on envoie dans ce pays même une revue de psychiatrie. Concernant la fabrication des représentations collectives, il était, en revanche, bien plus intéressé par la tentative de Serge Gordey avec ses « 2 minutes pour Sarajevo » sur Arte : effet de proximité et de complexité qui donnait vraiment la dimension du tragique de ce que vivaient les gens dans la ville assiégée. Enfin, son implication relevait avant tout d'une exigence politique qu'il a détaillée car, pour lui, cela a été la principale motivation éthique de son engagement dans une action à propos de Sarajevo. Cette action lui a, à l'époque, été permise par le fait qu'il disposait d'un point d'appui, la MIRE, qui avait déjà financé une recherche politologique sur l'humanitaire, et puis une longue action dans l'URSS de la Perestroïka, avec le concours de la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Le point important est qu'il ne s'imaginait pas un instant que cette guerre yougoslave était seulement due à la folie des hommes. Pour lui, elle résultait plutôt d'un construit géopolitique qui nous impliquait. Cela posait une première question éthique fondamentale : ces

gens payaient pour la paix européenne ; la solidarité pratique de notre situation et de la leur engageait notre responsabilité et créait une exigence morale. **Autrement dit, il s'agissait certes de compassion, mais aussi et plus encore, de morale en politique.** D'une façon générale, si la référence à l'humanité toute entière et le mot « humanitaire » ont un sens, celui-ci réside à ses yeux dans **le devoir où nous nous trouvons d'assumer pratiquement les conséquences de la solidarité de nos destins au sein de la même engeance.** C'est au nom de cette conviction qu'il a pensé pouvoir convaincre l'institution dans laquelle il travaillait, la MIRE, de s'impliquer, lorsque lui est parvenue, du service de psychiatrie de l'hôpital Kosevo de Sarajevo, la demande d'organiser un colloque scientifique international sur « les souffrances psychosociales de la population de Bosnie-Herzégovine ». Ce colloque eut lieu. Cette expérience d'échanges scientifiques normaux dans une situation totalement anormale a été très importante pour les collègues de l'Hopital Kosevo de Sarajevo qui ont édité les Actes pendant le siège. A l'opposé, le défaussement de l'institution de rattachement de Bernard (la MIRE) faisait manifestement couple avec la mise en avant des organisations humanitaires. Cela lui apparaissait comme un exemple parmi bien d'autres de cette force qui redoublait l'enfermement militaire des habitants de Sarajevo par la constitution autour d'eux d'une sorte de cage idéologique et médiatique. Tous les rapports entre les habitants de Sarajevo et le monde extérieur étaient faussés. Et les forces de la Republika Serbska n'étaient pas les dernières à instrumentaliser les images médiatiques. **Tout cela contribuait à construire l'objet humanitaire comme un objet étrange, séparé du monde normal où la vie humaine a un prix. Et il a réalisé tardivement que la peur qu'inspire le côtoiement direct de ces terrains et des drames dit « humanitaires » tient largement à la peur de notre propre imaginaire de déshumanisation que nous y projetons, via l'idéologie la plus médiatisée.**

De fait, **dans le champ même de l'intervention psychologique, la notion de crime de masse pousse à une pensée déshumanisante, qui réduit l'autre à un signe. De là, la possibilité d'un ensemble de perversions de la pensée scientifique qui passe par l'application de modes de pensée expérimentalistes en matière de réparation :** on utilise les mêmes modes de pensée que l'on utiliserait si l'on osait faire de l'expérimentation humaine. C'est surtout avec l'épidémiologie que cette « réduction de l'autre à un signe » peut donner lieu à des dérives. A priori, il ne s'agit que de fautes de caractère scientifique : toutes les enquêtes de l'UNICEF réalisées par les spécialistes de l'Université de Bergen ont été faussées par la constitution d'échantillons surchargés en enfants ayant vécu des drames particulièrement éprouvants (Sarajevo, Rwanda - Nyamata). En général, on s'accorde sur le fait que les énormes biais méthodologiques sont là pour la bonne cause, puisqu'il s'agit d'attendrir les bailleurs de fonds, mais cela va assez logiquement de paire avec des dérives déontologiques plus graves dans la méthode même de recueil des informations : on confond événement psychique et événement extérieur (interviews Magne Rundalen.). On compte alors, par exemple, les meurtres qui se sont déroulés sous les yeux de l'enfant et on finit par perdre de vue la dimension même de l'intériorité psychique : entretiens express d'à peine 20 mn ou bien au cours desquels on force la confiance de l'enfant, comme en ont témoigné des psychiatres rwandais qui ont préféré démissionner. Dans le même ordre d'idée, **la description des troubles traumatiques n'est pas neutre.** Elle place la victime dans un statut différent, suivant qu'on la considère comme un sujet affecté tout entier par une expérience grave qu'il tente de surmonter, ou comme quelqu'un qui a en somme une blessure locale de son psychisme qui peut être guérie par une méthode appropriée. En pratique, voir le succès du PTSD (différents syndrômes post-traumatiques) et du DSM (classification des maladies mentales aux Etats-Unis) qui bénéficient d'une hégémonie écrasante (voir par exemple les bases

de données). Dans tous les cas, on a des descriptions du traumatisme très minimalistes. C'est une approche non subjectivante. Or, pour avoir des financements, il faut s'y référer.

De ces premières expériences, Bernard en a retiré deux adages qui l'ont accompagné par la suite :

1) Dans l'intervention humanitaire à finalité psychologique, il est particulièrement important de **maintenir ouverte la tension entre la dimension de la masse et la dimension individuelle, entre le drame collectif et individuel**. En clair, il ne faut jamais oublier que 100 000 enfants traumatisés, c'est 100 000 fois 1 enfant traumatisé.

2) **Ce n'est pas parce que la situation est très complexe qu'il faut se satisfaire de simplifications** : dire que l'on sait lorsqu'on a tout à apprendre, ou penser que la réalité de l'autre peut se laisser réduire à ce que nous pouvons en saisir. **Il faudrait, pour les situations les plus désespérées et les plus pauvres, la plus grande richesse de compétences. C'est là, à ses yeux, un principe éthique de base**. Bernard a cité en exemple un projet de revalorisation de l'auto-estime selon une procédure indigène [NB : de *indigeno*, en espagnol, qui désigne les populations indiennes d'Amérique centrale], proposé dans une région du Guatemala où la référence millénaire est la communauté, et qui par ailleurs n'en finit pas de déterrer ses morts après une période terrible où la vie humaine a été considérée comme si peu « estimable » que les véritables « patrons » de l'armée du pays avaient donné par écrit leur aval à l'extermination physique de toute la population. Dans une telle situation, la compétence en psychologie est plus à chercher du côté des leaders communautaires et des religieux catholiques qui font ce qu'il faut pour que les morts mis en terre dans les cimetières clandestins retrouvent leur place à côté des vivants. S'agissant des ONG françaises qu'il connaît, cette question de la compétence concerne la formation des intervenants expatriés pour des missions à caractère « psychosocial ». Les intervenants y sont souvent des animateurs, des éducateurs, généralement jeunes professionnellement. Même si les diplômes universitaires ne suffisent sûrement pas à définir la compétence, il faudrait plus d'intervenants plus qualifiés. Ce n'est pas une affaire simple, lorsque l'on connaît le taux « d'évaporation » des intervenants les plus qualifiés : 80% d'entre eux n'effectuent qu'une seule mission, le plus souvent en fin de cursus universitaire donc sans expérience préalable. On comprend alors que les ONG hésitent à former un personnel aussi volatile. Mais cela signifie aussi que ceux qui partent sur le terrain sont souvent bien trop occupés à se former sur le tas pour mutualiser leurs compétences et fonder une alliance nécessaire entre le savoir du psychologue et celui de l'animateur. A cela s'ajoute le fait que les compétences locales, professionnelles ou profanes sont encore assez souvent sous-évaluées et négligées.

C'est sur la base de ces préoccupations qu'a été mis en place le CEDRATE (avec une approche pluridisciplinaire, une dimension de recherche, le souci du lien avec les universités locales, une collaboration aussi étroite que possible avec les équipes des pays concernés – dans une douzaine de pays –, un projet de mise en place de séminaires à distance, etc.). Il ne s'agit pas de former des super-spécialistes, mais d'animer une mutualisation des compétences et une production de connaissance. Cela procède d'un parti pris éthique selon lequel si l'objet de l'intervention humanitaire, c'est l'humain, il n'y a pas lieu de fonder les compétences qui guident de telles actions ou qui résultent de ces actions dans un champ excessivement particulariste de la connaissance. L'objet de l'humanitaire existe dans la généralité du monde humain avant d'être un construit professionnel et idéologique.

Aujourd'hui, la situation évolue. On peut parler d'un degré de plus en plus élevé de professionnalisation des actions qui relèvent du champ dit « psychosocial ». Une certaine porosité s'établit entre les professionnels des pays du Sud et ceux du Nord. On voit se mettre en place d'authentiques recherches, des expériences intelligentes de capitalisation des connaissances. Il apparaît même un souci de rendre compte des actions menées à travers d'autres critères que les évaluations bureaucratiques demandées par les bailleurs de fonds. Peut-on aller plus loin et formuler des principes éthiques concernant ce type d'interventions ? **Une convergence se dessine entre des démarches qui visent à prendre en compte la dimension collective des massacres, tout en étant fondamentalement respectueuses de la position subjective des personnes en souffrance.**

**Qu'est-ce que nous pouvons dire, maintenant, de ce qui motive l'intervenant extérieur à s'engager dans cette sorte de démarche ?** Sans aucun doute, il y a de la compassion. On est généralement pudique sur cette dimension, mais elle est évidemment à l'œuvre dans les torrents d'abnégation que l'on voit se déployer sur les terrains d'intervention, dans le profond souci de l'autre qui se manifeste pour créer les conditions d'un entendement suffisant au travail dans un centre d'accueil parents-enfants de Turquie, dans une nuit d'hiver passée dans un parc de Tirana avec des « enfants de la rue », ou pour installer un lieu pour le jeu dans un camp de réfugiés de Sierra Leone. Mais dans la rencontre avec des personnes touchées par des pertes massives et les effets d'une injustice extrême, la compassion ne suffit évidemment pas pour qu'un travail s'engage au côté du sujet. Mais alors, dira-t-on : Est-ce que ce n'est pas un portrait à l'eau de rose ? Et la jouissance ? Et le voyeurisme ? Bernard reconnaît ne pas avoir beaucoup vu cela, du moins chez les intervenants qui participent aux prises en charge psychologiques en situation extrême. Il n'est pas sûr que l'on y voit beaucoup plus de perversions que chez les chirurgiens ou les oncologues. **Mais une particularité est que dans l'intervention psychologique, la question de la fascination par l'horreur peut se poser, pas seulement comme un problème éthique, mais comme un problème pratique de l'intervention psychologique.**

On peut élargir la question. **D'une façon générale, face aux effets d'une entreprise profondément déshumanisante, le travail thérapeutique doit d'abord recréer les bases d'une « reconnaissance en humanité ».** Mais cela ne peut pas se faire sur un mode plat, global, moralisant et binaire, supposant simplement le combat du Bien face au Mal. **Même si la victime ne peut pas accéder à la reconnaissance de l'humanité de celui qui lui a causé d'immenses souffrances, il faut bien que le thérapeute, lui, se fasse une représentation de l'humanité du bourreau, parce que si l'on ne peut humaniser la figure du bourreau, on déshumanise aussi sa victime, on sort de l'échange humain le fragment traumatique de son histoire. Et ce faisant, on redouble le clivage que le psychisme organise déjà bien tout seul autour de la représentation traumatique.**

Un autre problème éthique, lié à l'intimité de la prise en charge, concerne la manière dont, au-delà de l'ordinaire compassion, nous pouvons nous laisser affecter, et même contaminer par l'ambiance traumatique. Mais, sur ce plan là, il en est du trauma comme de la psychose. **Si l'on accompagne la personne en souffrance en acceptant un peu en soi cette modalité de fonctionnement psychique, on se donne une bonne chance de comprendre au moins la phénoménologie du trouble traumatique. Et on se donne même la possibilité de faire des**

**découvertes théoriques importantes.** Par exemple, de découvrir que lorsqu'une représentation est au-delà de tous les mots, elle peut donner lieu à des symptômes rebelles ou à des somatisations. Mais elle peut aussi s'exprimer en-deçà du système des signifiants, dans des processus de catachrèse : on se sert d'une chose, d'un morceau de réel, là où le système des mots est en panne.

*[Remarque de BP, rédactrice du compte-rendu : Bernard n'avait pas eu le temps de nous faire part d'une ultime réflexion que je reprends ici, à partir du texte qu'il m'a communiqué parce qu'il me paraît ouvrir sur des questionnements intéressants].*

Il y souligne qu'il n'a pas d'affection particulière pour le terme « humanitaire ». Il le trouve prétentieux et excluant. Mais cette référence inconditionnelle à l'humain lui semble tout de même avoir une vertu : celle de **promouvoir un décloisonnement des disciplines qui organisent habituellement les champs de questions.** Il cite pour exemple le cas des crimes génalogiques. Quand on parle des viols, la femme violée est-elle la seule victime ? Qu'en est-il des enfants nés dans ces conditions ? Il avait interpellé un responsable du TPIR sur le sort d'une fillette manifestement pré-psychotique née dans ces conditions. Le droit n'est visiblement pas prêt à entendre le caractère criminel de l'attaque psychologique de la matrice maternelle d'un enfant à peine né, ou même pas encore né. Mais si l'on accepte la notion de crime génalogique qui affecte l'enfant avant même sa naissance, alors on doit interroger les centaines de milliers de malformations dues à l'attaque des génomes par la dioxine déversée sur le Viêt-nam. Comme on le sait, aucun tribunal international ne s'est penché sur cette question. Or, **prendre en compte cette réalité, tenter de donner des secours aux familles mais aussi d'entendre ce que les victimes pourraient avoir à dire de leur situation, c'est un travail qu'au sens fort, on peut appeler « humanitaire ».** Si on le fait, on est alors saisi des énormes différences qui traversent la planète. Comment ne pas voir l'écart de la considération que le droit accorde au patrimoine génétique commun à l'humanité, suivant les points du monde où il s'applique ?

### **Intervention du Colonel Emmanuel de Richoufftz, Délégation aux affaires stratégiques (DAS), Ministère de la défense**

Le Colonel s'est appuyé sur trois expériences d'intervention : Kolwesi en 1978, Rwanda (opération Turquoise) et Bosnie. Il a souligné plusieurs caractéristiques de ces missions : limitées dans le temps, elles impliquent qu'on ne peut pas tout faire ; limitées en effectifs et en moyens, elles supposent d'emblée que l'on vise un désengagement rapide et une relève assurée par d'autres qui n'ont pas forcément la même conception de ce qu'il faut faire sur le terrain, ce qui accroît la confusion.

Il a également évoqué le fait que, sur le terrain, lorsque les militaires arrivent, il n'y a plus de structures sociales « normales » ni étatiques. Il insiste également sur le fait que les militaires sont souvent les premiers arrivés et donc les premiers témoins. Ceci signifie qu'en cas de crimes de masse, la vision des massacres est la première image que le militaire va avoir du terrain, avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour le soldat de base qui doit être préparé et entouré psychologiquement. Le choix des hommes et des missions est alors essentiel.

Il a souligné trois éléments importants dans la vision et la compréhension des situations pour un militaire :

- les différences d'échelle, d'ampleur et de ciblage des massacres ;
- le fait que, dans de tels contextes, une partie des forces va servir à gérer l'environnement, c'est-à-dire à des tâches autres que celles prévues dans le mandat ;
- le fait que le soldat arrive toujours après, avec toutes les conséquences que cela suppose sur le plan éthique et moral.

**Les échanges qui ont suivi ces interventions introductives ont été très riches et ouverts. Le résumé qui en est fait ci-dessous ne prétend pas être exhaustif mais tente de souligner les principales pistes de réflexion qui s'en sont dégagées, comme autant de fils conducteurs possibles pour la suite de notre travail.**

▪ L'articulation individu - collectif

Ce que Pierre Grosser et Bernard Doray ont souligné au sujet du PTSD (qui correspond à une mise en forme du trauma par la culture américaine, avec un mélange de prétention à l'universel et d'autres choses) pose la question de **la prise en compte de la culture de l'autre dans les interventions et dans la façon dont on intervient**. Avec un risque souligné par les psychiatres présents : celui de ne plus faire de psychologie et de psychothérapie, puisqu'on intervient seulement au niveau communautaire. Or, il faut tenir les deux : le communautaire et l'individuel.

Peut-on parler de sens inconscient ? de sens collectif ? **Le lien individuel - collectif ne doit-il pas se faire précisément au niveau du sens ?**

**L'un des points forts d'une démarche trans-disciplinaire peut être précisément d'aider, par le croisement de nos regards, à interroger de façon dynamique la complexité de ces articulations individu - collectif.**

▪ Expliquer et comprendre, sens et non sens

**Explication et compréhension** s'opposent mais ne s'excluent pas. La recherche explicative est utile pour comprendre. Il faut être très exigeant du côté de l'explication et savoir en quoi celle-ci peut aider à la compréhension, pour les gens en situation. D'autres participants ont souligné que l'explication pouvait détendre mais que le point compliqué mais aussi décisif restait bien du côté de la compréhension ; or, c'est là que réside notre travail. Pour l'un des psychiatres présents, **s'il reste du « non sens absolu », cela veut dire quelque part qu'on n'est pas allé jusqu'au bout de notre travail**. Si l'on garde l'idée que les bourreaux sont des monstres et qu'on ne reconnaît pas que ce sont aussi peut-être nos enfants, nos amis... ça ne changera

jamais. A cet égard, autant le rôle des historiens que ceux des psychiatres peuvent, par exemple, être interrogés dans la répétition de crimes de masse. Le cas des deux psychiatres qui ont été parmi les planificateurs du génocide en ex-Yougoslavie a été évoqué ; leurs collègues sur place semblent surtout ne pas comprendre...

A également été proposée **une distinction entre détestation** (qui ne voudrait pas dire qu'il n'y ait pas du sens) **et sens**. De fait, la difficulté des analystes eux-mêmes à rendre compte des différentes rationalités et irrationalités qui aboutissent aux crimes de masse et président à leurs pratiques peut aussi renvoyer à une **volonté de mise à distance**. La désignation de « barbare » peut renvoyer, même inconsciemment, à cela : « nous ne sommes pas ainsi », cela est le fait de l'Autre. Or, « comprendre » ne revient ni à banaliser ni à excuser les crimes commis. Comprendre n'est pas synonyme d'absoudre mais revient à se donner les moyens d'interroger ce qui s'est passé.<sup>2</sup> Aller dans la recherche du sens signifie notamment que l'on essaie d'étudier le bourreau dans ses actes les plus ordinaires (y compris pour explorer le lien qu'il peut y avoir, par exemple, entre le plaisir et le mal fait à l'autre).

Le problème de la saisie du sens vient également du fait qu'il y a **un vécu incommunicable** ; comme par exemple l'idée de l'odeur de la chair brûlée évoquée par les rescapés des camps pour dire « vous ne pouvez pas comprendre ; cette odeur.. ». C'est le même vécu qu'évoquent, par exemple, les militaires chargés d'aider à déterrer les corps des charniers... L'odeur est ce qui les saisit en premier et ce qu'ils évoquent, avant même les images. A ce sujet, il a été fait référence au **film « Warriors »**, film de fiction documentaire réalisé par une équipe de la BBC et diffusé il y a quelques mois sur la chaîne Arte. Il montre précisément comment des casques bleus peuvent vivre des situations dans lesquelles sont commis des crimes de masse. Pour ceux que cela intéresserait, **une diffusion aura lieu le samedi 7 avril à 13 h dans la grande salle de réunion du CERJ**, à l'intention d'étudiants de Sciences Po. Ceux qui n'auraient pas vu ce film dur mais remarquable et rigoureux seront les bienvenus.

- Science, action, rôle du tiers

**L'articulation entre explication et compréhension, renvoie également bien au « pourquoi » et, surtout, « pour qui » du travail.** Pour déterminer ce qui a pu se passer dans ce drame et ce que « reconstruire » ou « faire la paix » peut bien vouloir dire, pour déterminer le rôle que peut jouer l'intervenant extérieur, quel qu'il soit, dans ce processus, il faut entrer dans la subjectivité des acteurs, dans la démarche compréhensive d'un Simmel ou d'un Ricoeur. Le « pour qui » est, ici, décisif et les deux animateurs ont invité à relire le compte-rendu de la première réunion qui évoquait notamment cet aspect dans les objectifs du groupe.

A ce sujet, il a été fait référence à un séminaire organisé en mars 1999 par l'Initiative on Conflict Resolution and Ethnicity (INCORE), résultat d'une collaboration entre l'United Nations University et l'University of Ulster. Réunissant chercheurs, journalistes et praticiens, le thème de ce séminaire était : « Researching Violent Societies : Methodological and Ethical Challenges ». Il

---

<sup>2</sup> On pourra se référer à ce sujet à l'article de Béatrice Pouligny « La 'communauté internationale' face aux crimes de masse : Les limites d'une 'communauté' d'humanité », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 2001, notamment pp. 7 et sq ; ce texte ainsi que d'autres textes de réflexion peuvent être consultés sur le site web du groupe. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos propres textes.

touchait exactement le type de questions que nous nous posons. Un résumé des débats peut être trouvé sur le site web d'INCORE sous l'adresse :

<http://www.incore.ulst.ac.uk/home/research/complete/rvs-methods.html>

Par ailleurs, **le tiers complique peut-être les choses mais son indifférence est peut-être ce qui est encore le plus décisif : si les autres humains ne nous aident pas, s'ils ne manifestent aucune solidarité, qu'est-ce que cela signifie ? C'est peut-être aussi en ces termes qu'il faut évoquer l'importance du rapport au tiers.** Ce sujet devra, en tout cas, être exploré dans ses différentes dimensions.

▪ Le rapport au temps et les mythes politiques

Si on regarde les drames du passé, par exemple dans le cas des Grecs, on continue à les considérer comme les inventeurs de notre culture bien qu'ils aient commis bien des horreurs. L'histoire ne garde-t-elle pas le meilleur ? cf. Roger Caillois : « Le Labyrinthe est grec autant que l'Acropole ».

L'importance de la re-création des mythes politiques qui permettent de se reconstruire collectivement a également été soulignée. De même, le rôle des symboles peut être important dans ce processus. Ainsi, les « Jeux Olympiques » de Tokyo ont joué un rôle important dans l'histoire du Japon : ils ont donné lieu au nettoyage de la ville, à des reconstructions... Symboliquement, ce fut très fort.

**Cela constitue une bonne transition avec notre prochaine rencontre sur le thème « histoire et mémoires des massacres ».**

Béatrice Pouligny  
13 mars 2001